

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 43

Pouvoirs : 15

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 21 FEVRIER 2019 A 20H00

Délibération CT2019/02/21-09 – Fixation de la redevance d'assainissement

Rapporteur : Xavier LEMOINE, 10^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 15 février 2019

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BOUCHER Martine, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AMOZIGH Joëlle (pouvoir à MAHEAS Jacques), AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader, BLUTEAU Jean-Michel, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale, BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CADORET Henri (pouvoir à TEULET Michel), CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle (pouvoir à ALLEMON Eric), DESHOGUES Monique (pouvoir à CAPILLON Claude), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GAUTHIER Christine (pouvoir à COPPI Katia), GENESTIER Jean-Michel (pouvoir à RATEAU Chantal), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole, MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à AMORE Félicité), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à LEMOINE Xavier), MAUPOUSSIN Stéphanie, METTEIL Magali (donne pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), MILOTI Donni, PELISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à DALLIER Philippe), TAYEBI Samira (pouvoir à DELORMEAU Christine), THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. BARTH Franck

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2224-12 et suivants, R. 2224-19 et suivants et L. 5219-2 et suivants,

VU la délibération n° CT2016/01/26-07 du Conseil de territoire du 26 janvier 2016 portant création du budget annexe assainissement de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est,

VU la délibération n° CT2016/04/08-13 du Conseil de territoire du 8 avril 2016 portant fixation de la redevance assainissement de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est,

CONSIDÉRANT que l'établissement public territorial exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière d'assainissement et eau,

CONSIDÉRANT que tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement,

CONSIDÉRANT que l'organe délibérant de l'établissement public compétent pour tout ou partie du service public d'assainissement institue une redevance d'assainissement et en fixe le tarif,

CONSIDÉRANT que le transfert de la compétence par la loi n'impose pas d'harmonisation des tarifs des redevances sur tout le territoire et qu'il y a intérêt à se référer, pour chaque commune, à la situation tarifaire de l'année précédente afin d'assurer une stabilité fiscale pour l'usager qui correspond par ailleurs à une stabilité du service rendu,

CONSIDÉRANT les tarifs appliqués en 2015 sur le territoire de chaque commune membre de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est,

CONSIDÉRANT les écarts qui ont été constatés entre les tarifs arrêtés par le Conseil de territoire et les tarifs appliqués de fait par le délégataire chargé de la perception de la redevance,

CONSIDÉRANT que les montants indiqués pour les communes de Gournay-sur-Marne et Neuilly-Plaisance n'incluent pas la part du délégataire, mais seulement la part du Territoire,

CONSIDÉRANT que la part du délégataire pour la commune de Gournay-sur-Marne est de 0.2984 € au 1^{er} janvier 2019, et que le montant total de la redevance assainissement est donc de 1.0972 € pour cette commune,

CONSIDÉRANT que la part du délégataire pour la commune de Neuilly-Plaisance est de 0,2125 € au 1^{er} janvier 2019, et que le montant total de la redevance assainissement est donc de 0,5705 € pour cette commune,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

DÉCIDE de fixer le tarif de la redevance d'assainissement sur chaque commune tel que suit :

	Redevance globale € par m3
	HT
Clichy-sous-Bois et Montfermeil	0.9130
Coubron	0.7400
Gagny	0.8422
Gournay-sur-Marne*	0,7988
Le Raincy	1.2652
Les Pavillons-sous-Bois	1.0663
Livry-Gargan	0.4562
Neuilly-Plaisance*	0.3580
Neuilly-sur-Marne	0.3160
Noisy-le-Grand	0.4700
Rosny-sous-Bois	0.3580
Vaujours	0.4192
Villemomble	0.2929

* Part du Territoire seulement, hors part délégataire.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 21/02/2019.



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

05 MARS 2019

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.